

Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2009



1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDES	PAGE 12
3	ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT	PAGE 32
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 34



les matériaux au cœur de la vie™

Le rapport semestriel d'activité qui suit doit être lu en liaison avec les comptes consolidés pour le semestre clos le 30 juin 2009 (notamment la note sur les Opérations avec les parties liées) et le document de référence de la société pour l'exercice 2008 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 16 mars 2009 sous le numéro D.09-0122. Une description détaillée des facteurs de risques pouvant impacter les résultats présents et futurs de la société sont présentés au chapitre 2 "facteurs de risques" de ce document de référence. Certains autres risques et incertitudes non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par Lafarge pourraient également avoir de tels effets négatifs, sur les activités, la situation financière, les résultats du groupe ou le cours de ses actions, notamment durant les six mois restants de l'exercice.

Dans les présents rapports et états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation courant les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres », après impôt, et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et branches d'activité, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

1. Chiffres clés consolidés

Chiffre d'affaires

(million d'euros)	6 mois			2 ^{ème} trimestre		
	2009	2008	% Variation	2009	2008	% Variation
<i>Par zone géographique de destination</i>						
Europe occidentale	2 390	3 207	-25%	1 283	1 701	-25%
Amérique du Nord	1 363	1 764	-23%	830	1 109	-25%
Moyen-Orient	891	630	41%	465	361	29%
Europe centrale et de l'Est	489	853	-43%	314	535	-41%
Amérique latine	418	483	-13%	211	250	-16%
Afrique	1 257	1 164	8%	635	613	4%
Asie	1 183	968	22%	624	500	25%
<i>Par branche</i>						
Ciment	4 821	5 334	-10%	2 635	2 960	-11%
Granulats et béton	2 479	2 930	-15%	1 383	1 698	-19%
Plâtre	685	788	-13%	341	396	-14%
Autres	6	17	-	3	15	-
TOTAL	7 991	9 069	-12%	4 362	5 069	-14%

Résultat d'exploitation courant

(million d'euros)	6 mois			2 ^{ème} trimestre		
	2009	2008	% Variation	2009	2008	% Variation
<i>Par zone géographique de destination</i>						
Europe occidentale	267	522	-49%	187	314	-40%
Amérique du Nord	(122)	85	nm	29	166	-83%
Moyen-Orient	243	194	25%	144	116	24%
Europe centrale et de l'Est	110	297	-63%	98	222	-56%
Amérique latine	74	98	-24%	33	48	-31%
Afrique	364	287	27%	187	160	17%
Asie	195	128	52%	118	73	62%
<i>Par branche</i>						
Ciment	1 090	1 380	-21%	706	911	-23%
Granulats et béton	31	237	-87%	95	211	-55%
Plâtre	32	31	3%	15	11	36%
Autres	(22)	(37)	-	(20)	(34)	-
TOTAL	1 131	1 611	-30%	796	1 099	-28%

Autres chiffres clés

(million d'euros, sauf résultat par action)	6 mois			2 ^{ème} trimestre		
	2009	2008	% Variation	2009	2008	% Variation
Résultat net part du Groupe	370	911	nm	387	761	nm
Hors exceptionnels ⁽¹⁾	327	773	-58%	344	623	-45%
Résultat par action ⁽²⁾ (en euros)	1,51	4,13	nm	1,45	3,44	nm
Hors exceptionnels ⁽¹⁾	1,33	3,50	-62%	1,29	2,81	-54%
Cash Flow libre ⁽³⁾	875	129	nm	1 128	307	nm
Dette nette	15 388	17 323	-11%			

(1) Hors effet de la plus-value nette sur la cession de notre participation dans la joint-venture avec Titan en Egypte et des ajustements des provisions 2002 sur le litige Plâtre au T2 2008, et sur le litige ciment Allemagne au T2 2009

(2) Résultat par action retraité afin de prendre en compte l'augmentation de capital effectuée le 28 avril 2009 sur la base d'un coefficient de 1,1510 appliqué au nombre moyen d'actions avant le 28 avril. Le nombre moyen retraité de titres en circulation s'élevait à 220,8 millions en 2008 et 245,7 millions en 2009.

(3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

2. Analyse des résultats

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, aux volumes vendus, ainsi qu'au résultat d'exploitation courant comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

Faits marquants du Groupe pour le premier semestre 2009

- Génération de cash flow libre en hausse de 746 M€ au 1^{er} semestre.
- Endettement net en baisse de 2 292 M€ au 2^{ème} trimestre
- Lafarge a poursuivi ses actions de réductions de coûts, d'amélioration du besoin en fonds de roulement et de maîtrise des investissements ayant pour objectif la génération de cash flow.
- Le ralentissement économique a pesé sur les volumes et les marges, notamment dans les marchés développés, à la fois au 2^{ème} trimestre et au 1^{er} semestre.
- Lafarge bénéficie de la diversité géographique de son portefeuille d'actifs cimentiers, y compris les nouvelles usines démarrées en 2008, avec une forte croissance du résultat d'exploitation courant au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie.
- Les prix sont restés globalement en ligne avec l'inflation des coûts.
- Refinancements réalisés avec succès, élimination du covenant bancaire et optimisation de l'échéancier de dette du Groupe.

Synthèse du chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant consolidés

Au premier semestre 2009, le chiffre d'affaires consolidé s'est inscrit à 7 991 millions d'euros, en baisse de 11,9% par rapport au premier semestre 2008. Les tendances observées au deuxième trimestre 2009 sont restées très similaires à celles du premier trimestre de l'année. L'impact des fortes baisses de volumes en Europe et en Amérique du Nord dans l'ensemble des divisions a été limité par la croissance observée sur les marchés du ciment en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Les prix sont restés fermes dans la plupart des pays, en ligne avec l'inflation sur les coûts de production, ce qui n'a pas suffi à compenser l'effet de la baisse des volumes. Le chiffre d'affaires a également été impacté par l'évolution significative d'une année sur l'autre de la répartition géographique des volumes vendus, une proportion plus importante de nos ventes 2009 ayant été réalisée sur les marchés émergents où les prix de vente sont en moyenne moins élevés. La combinaison de ces facteurs s'est traduite par une baisse du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants de -13,1% au premier semestre (-11,0% au premier trimestre, -14,6% au deuxième trimestre). La consolidation en 2009 des activités d'Orascom sur l'ensemble de la période (contre seulement cinq mois au premier semestre 2008), a également contribué à la croissance du chiffre d'affaires. En revanche, il a été affecté par l'effet de la cession de notre participation dans la joint venture avec Titan en Egypte et de nos activités en Italie (en mai et en décembre 2008 respectivement) ainsi que par la déconsolidation de nos activités au Venezuela à partir du 1^{er} octobre 2008. La branche Granulats et Béton a bénéficié quant à elle de la consolidation de nos joint ventures au Moyen Orient et des activités récemment acquises en Inde. Les variations de périmètre de consolidation ont eu un impact net positif sur notre chiffre d'affaires (+1,8% au premier semestre, +3,0% au premier trimestre, +0,8% au deuxième trimestre). Les variations de change ont eu un impact très légèrement défavorable (-0,6%), dans la mesure où l'effet de la dépréciation face à l'euro de la livre sterling, du dollar canadien, du won sud-coréen, du réal brésilien et des devises d'Europe de l'Est (zloty polonais, rouble russe et lei roumain), s'est trouvé compensé par l'appréciation du dollar US, de la livre égyptienne et du renminbi chinois.

Depuis le début de l'année, le résultat d'exploitation courant s'inscrit en baisse de 29,8% (-29,2% à périmètre et taux de change constants au premier semestre et -25,9% au deuxième trimestre), reflétant principalement l'impact de la baisse des volumes dans l'ensemble des branches qui n'a été que partiellement compensé par l'amélioration des prix et les importantes réductions de coûts mises en œuvre.

Dans notre division Ciment, la solide croissance enregistrée au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie a limité l'impact des conditions difficiles de marché en Europe et en Amérique du Nord. En revanche, notre branche Granulats & Béton, qui réalise la majeure partie de son activité sur ces derniers marchés, a enregistré les plus fortes baisses de résultat d'exploitation courant au premier et au deuxième trimestre.

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant par secteur d'activité

Le chiffre d'affaires de chaque activité est analysé ci-dessous avant élimination des ventes inter branches.

Ciment

	6 mois				2 ^{ème} trimestre			
	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
(million d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	5 145	5 730	-10,2%	-9,1%	2 810	3 176	-11,5%	-9,7%
Résultat d'exploitation courant	1 090	1 380	-21,0 %	-20,5%	706	911	-22,5%	-19,9%

Au deuxième trimestre 2009, les tendances de marché sont restées très similaires à celles observées au premier trimestre, entraînant un déclin des résultats du premier semestre se comparant à un très fort premier semestre 2008. La croissance des marchés observée au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie ainsi que la tendance positive des prix, en ligne avec l'inflation sur les coûts, n'ont pas suffi à compenser les effets de la forte baisse des volumes enregistrée en Europe et en Amérique du Nord.

La consolidation en 2009 des activités d'Orascom sur l'ensemble de la période (contre seulement cinq mois au premier semestre 2008), a contribué positivement aux résultats du premier semestre. Toutefois, cet impact s'est vu en partie compensé par les effets de la déconsolidation de certaines de nos activités en Egypte, en Italie et au Venezuela. Les variations de change ont eu un léger impact négatif sur le résultat d'exploitation courant (-19 millions d'euros) l'impact de la dépréciation de la plupart des devises d'Europe centrale et de l'est par rapport à l'euro ayant plus que compensé l'effet de l'appréciation de certaines devises au Moyen-Orient.

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires **1 068 millions € au 30 juin 2009 (1 484 millions € en 2008)**
593 millions € au deuxième trimestre 2009 (802 millions € en 2008)

Résultat d'exploitation courant : **214 millions € au 30 juin 2009 (383 millions € en 2008)**
150 millions € au deuxième trimestre 2009 (251 millions € en 2008)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique et le résultat d'exploitation courant ont baissé de respectivement 24,6% et 43,1% (-22,9% et -38,0% au deuxième trimestre). Les baisses des volumes à deux chiffres enregistrées dans tous les pays se sont traduites par une contraction du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant sur la période, reflétant la morosité du marché causée par la crise économique mondiale. Les prix ont augmenté en ligne avec l'inflation sur les coûts dans tous les pays à l'exception de l'Espagne. Une gestion rigoureuse des coûts a permis de limiter la baisse des résultats.

AMERIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires **547 millions € au 30 juin 2009 (698 millions € en 2008)**
336 millions € au deuxième trimestre 2009 (432 millions € en 2008)

Résultat d'exploitation courant : **-48 millions € au 30 juin 2009 (74 millions € en 2008)**
13 millions € au deuxième trimestre 2009 (91 millions € en 2008)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse de 28,0%, soit 213 millions d'euros (-29,0% au deuxième trimestre). La perte d'exploitation courante a atteint 48 millions d'euros au premier semestre (résultat positif de 13 millions d'euros au deuxième trimestre), contre un résultat positif de 74 millions d'euros au premier semestre 2008, reflétant l'effet de la baisse des volumes due à la morosité persistante du marché. Les ventes ont chuté aussi bien aux Etats-Unis qu'au Canada (de 29,6% et 23,4% respectivement). Le déclin des volumes ne s'est pas ralenti au deuxième trimestre. De fait, le déclin du résultat d'exploitation courant est plus marqué en valeur absolue qu'au premier trimestre dans la mesure où le T2 est habituellement un trimestre plus soutenu dans cette région.

Les prix sont restés globalement fermes. Une maîtrise des coûts rigoureuse a permis d'atténuer l'impact de la hausse des coûts de production.

MARCHÉS ÉMERGENTS

Chiffre d'affaires : **3 530 millions € au 30 juin 2009 (3 548 millions € en 2008)**
1 881 millions € au deuxième trimestre 2009 (1 942 millions € en 2008)

Résultat d'exploitation courant : **924 millions € au 30 juin 2009 (923 millions € en 2008)**
543 millions € au deuxième trimestre 2009 (569 millions € en 2008)

Sur les marchés émergents, l'évolution de notre chiffre d'affaires reflète des tendances contrastées d'une région à l'autre. Alors que le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie, notamment la Chine, ont enregistré des croissances vigoureuses, l'Europe centrale et de l'est a été sévèrement touchée par la morosité des marchés. Les prix se sont globalement améliorés, en ligne avec l'inflation des coûts, sauf en Europe centrale et orientale, principalement du fait de la situation du marché russe. Le résultat d'exploitation courant s'est maintenu à un niveau élevé, la vigueur des marchés en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, l'amélioration des prix, une maîtrise des coûts rigoureuse et les effets positifs de l'acquisition des activités cimentières d'Orascom ayant contrebalancé l'impact des conditions de marché défavorables en Europe centrale et de l'est, notamment en Russie.

Au Moyen-Orient, les tendances de marché vigoureuses dans la plupart des pays a permis une forte progression de notre chiffre d'affaires domestique à périmètre et taux de change constants (en hausse de 18,9% au premier semestre et de 14,0% au deuxième trimestre). La consolidation des activités cimentières d'Orascom a fortement soutenu les résultats grâce à une solide demande des marchés de la construction sur les marchés clés, notamment en Egypte et en Irak, où nous avons par ailleurs bénéficié de notre nouvelle usine à Bazian. À périmètre et taux de change constants, hors effet de la Turquie en cours de cession, le résultat d'exploitation courant s'est amélioré de 10,8% (en progression de 18,1% au deuxième trimestre), l'impact des solides tendances sur les principaux marchés de la région compensant largement l'effet de la hausse des coûts, notamment des coûts d'énergie en Egypte.

En Europe centrale et orientale, notre chiffre d'affaires domestique a diminué de 34,0% à périmètre et taux de change constants (-32,2% au deuxième trimestre). Après deux années record, ces marchés ont été durement touchés au premier semestre de l'année par la contraction du marché résidentiel due à la crise économique. Au deuxième trimestre, l'évolution des volumes est restée très similaire à celle du premier trimestre, sauf en Pologne où l'on a observé une certaine stabilisation grâce au dynamisme relatif du marché immobilier et aux premiers effets de projets d'infrastructures. La baisse des volumes et la faiblesse des prix liées aux pressions concurrentielles en Russie sont à l'origine de la baisse du résultat d'exploitation courant de la région sur la période (-53,5% au premier semestre et -47,0% au deuxième trimestre à périmètre et taux de change constants). En Pologne et en Roumanie, les prix se sont établis à des niveaux équivalents à ceux de l'année dernière, dans un environnement général de marché difficile.

En Amérique latine, à périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique s'est inscrit en progression de 2,5% (0,2% au deuxième trimestre) tandis que le résultat d'exploitation courant est resté quasiment stable en termes absolus (en baisse de respectivement 5 et 6 millions d'euros au deuxième trimestre et au premier semestre 2009). L'amélioration des prix au Brésil et la mise en service d'une nouvelle usine en Equateur ont largement limité l'impact de la baisse des volumes observée au Chili et de la hausse des coûts de production dans l'ensemble des pays de la région. Au Venezuela, compte tenu du processus en cours de nationalisation de l'industrie cimentière, nos opérations ont été déconsolidées depuis le 1er octobre 2008.

En Afrique, le chiffre d'affaires domestique a enregistré une solide amélioration (en hausse de 13,6% au premier semestre et de 10,2% au deuxième trimestre), traduisant la bonne orientation des marchés, l'amélioration des prix dans la plupart des pays et le bénéfice de nos nouvelles usines en Algérie et en Zambie. La maîtrise des coûts, les hausses de prix et les nouvelles usines sur des marchés en progression ont généré une amélioration significative de notre résultat d'exploitation courant à périmètre et taux de change constants (en hausse de 19,6% au premier semestre de l'année et de 19,9% au deuxième trimestre). L'Algérie, le Kenya et le Nigeria ont été les principaux contributeurs à cette amélioration des résultats, bien que le Nigeria ait souffert d'interruptions d'approvisionnement en énergie au second trimestre.

En Asie, le chiffre d'affaires domestique et le résultat d'exploitation courant se sont inscrits en hausse de 17,1% et 49,6% respectivement, à périmètre et taux de change constants (en hausse de 17,7% et 56,5% respectivement au deuxième trimestre). La croissance vigoureuse des volumes dans la plupart des pays, à l'exception de la Malaisie, conjuguée à l'accroissement des prix dans un contexte de hausse des coûts de production, ont principalement contribué à cette amélioration. En Chine, la hausse des volumes et la fermeture des lignes de technologie ancienne ont contribué à l'amélioration des résultats. Pour mémoire, l'année dernière, les volumes vendus en Chine étaient affectés par l'effet du tremblement de terre intervenu au Sichuan au second trimestre. L'Inde a bénéficié de la vigueur du marché dans la région du nord-est, soutenue par une demande vigoureuse en zone rurale et par d'importants travaux d'infrastructure. Les prix dans la région ont globalement enregistré une amélioration dans un contexte de hausse des coûts de production.

Granulats et béton

	6 mois				2 ^{ème} trimestre			
	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
(million d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	2 481	2 933	-15,4%	-22,0%	1 384	1 699	-18,5%	-24,4%
Résultat d'exploitation courant	31	237	-86,9%	-89,7%	95	211	-55,0%	-58,3%

GRANULATS ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : **1 093 millions € au 30 juin 2009 (1 389 millions € en 2008)**
649 millions € au deuxième trimestre 2009 (853 millions € en 2008)

Résultat d'exploitation courant : **-8 millions € au 30 juin 2009 (115 millions € en 2008)**
58 millions € au deuxième trimestre 2009 (132 millions € en 2008)

Les volumes s'inscrivent en forte baisse par rapport au premier semestre 2008, reflétant la crise économique mondiale qui s'est traduite par une baisse des activités de construction sur la plupart des marchés où nous sommes présents. L'évolution favorable des prix conjuguée à une maîtrise des coûts rigoureuse n'ont pas suffi à compenser les effets de la baisse des volumes.

En Europe Occidentale, l'accroissement des prix dans la plupart des pays et une maîtrise des coûts rigoureuse n'ont pas suffi à compenser l'impact de la baisse du marché.

En Amérique du Nord, les effets d'une maîtrise rigoureuse des coûts et de l'amélioration des prix ont été largement compensés par l'impact de la baisse des volumes liée à la morosité du marché de la construction et à un mix produits défavorable.

Dans le reste du monde, les résultats s'inscrivent en légère baisse, reflétant principalement le ralentissement du marché en Europe centrale et de l'est.

BETON ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : **1 552 millions € au 30 juin 2009 (1 760 millions € en 2008)**
827 millions € au deuxième trimestre 2009 (964 millions € en 2008)

Résultat d'exploitation courant : **39 millions € au 30 juin 2009 (122 millions € en 2008)**
37 millions € au deuxième trimestre 2009 (79 millions € en 2008)

La baisse des résultats reflète la contraction des volumes observée dans la plupart des pays. La proportion accrue de produits à valeur ajoutée à périmètre constant et une maîtrise des coûts rigoureuse ont permis de limiter l'impact de cette baisse des volumes.

En Europe Occidentale, le ralentissement des marchés résidentiel et commercial a entraîné une forte baisse des volumes, dont les effets ont toutefois été atténués par l'accroissement des prix et par une bonne maîtrise des coûts.

En Amérique du Nord, l'évolution favorable du mix produits, l'amélioration des prix et une maîtrise des coûts rigoureuse ont limité les effets de la baisse des volumes sur les résultats.

Dans le reste du monde, le résultat d'exploitation courant s'inscrit en baisse comparé à l'année dernière, malgré des tendances contrastées d'un pays à l'autre, reflétant principalement des conditions de marché défavorables en Europe centrale et de l'est.

Plâtre

	6 mois				2 ^{ème} trimestre			
	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants	2009	2008	% Variation	% Variation à taux de change et périmètre constants
(million d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	696	801	-13,1%	-10,8%	347	403	-13,9%	-12,4%
Résultat d'exploitation courant	32	31	3,2%	21,4%	15	11	36,4%	65,5%

L'amélioration des prix et une maîtrise des coûts rigoureuse ont plus que compensé l'impact sur les résultats de la baisse des volumes liée au ralentissement généralisé de l'activité de la construction ainsi que l'effet défavorable des variations de change.

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires *405 millions € au 30 juin 2009 (477 millions € en 2008)
199 millions € au deuxième trimestre 2009 (237 millions € en 2008)*

Résultat d'exploitation courant : *34 millions € au 30 juin 2009 (44 millions € en 2008)
16 millions € au deuxième trimestre 2009 (17 millions € en 2008)*

L'amélioration des prix dans la plupart des pays et une maîtrise des coûts rigoureuse n'ont pas suffi à compenser les effets de la décélération des marchés résidentiels dans tous les pays.

AMERIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires *93 millions € au 30 juin 2009 (93 millions € en 2008)
43 millions € au deuxième trimestre 2009 (45 millions € en 2008)*

Résultat d'exploitation courant : *-20 millions € au 30 juin 2009 (-32 millions € en 2008)
-11 millions € au deuxième trimestre 2009 (-17 millions € en 2008)*

Dans un contexte de poursuite de la baisse des volumes, l'amélioration des prix observé depuis mi-2008 et les mesures de réduction des coûts ont permis de réduire la perte par rapport à l'année dernière. Il convient de signaler que le résultat d'exploitation courant intègre, comme par le passé et pour tous les pays, la répartition des frais de siège de Lafarge.

AUTRES PAYS

Chiffre d'affaires *198 millions € au 30 juin 2009 (231 millions € en 2008)
105 millions € au deuxième trimestre 2009 (121 millions € en 2008)*

Résultat d'exploitation courant : *18 millions € au 30 juin 2009 (19 millions € en 2008)
10 millions € au deuxième trimestre 2009 (11 millions € en 2008)*

Dans les autres pays, les résultats s'inscrivent en légère baisse, l'accroissement des prix et une maîtrise des coûts rigoureuse compensant la quasi intégralité des baisses généralisées de volumes.

Autres rubriques du compte de résultat

Autres éléments du résultat d'exploitation **-2 millions € au 30 juin 2009 (136 millions € en 2008)**
29 millions € au deuxième trimestre 2009 (161 millions € en 2008)

Les autres éléments du résultat d'exploitation reflètent essentiellement des coûts de restructuration pour 44 millions d'euros ainsi qu'une reprise de provision de 43 million d'euros suite à la décision de la Cour de Düsseldorf de réduire l'amende imposée au Groupe dans le cadre du litige sur le ciment Allemagne de 2002. En 2008, ils comprenaient essentiellement la plus value réalisée sur la cession de notre participation dans la joint-venture avec Titan en Egypte, finalisée au second trimestre 2008 (184 millions d'euros).

Charges financières **456 millions € au 30 juin 2009 (390 millions € en 2008)**
205 millions € au deuxième trimestre 2009 (200 millions € en 2008)

Les charges financières sur l'endettement net sont restées stables à 391 millions d'euros au premier semestre 2009 (390 millions d'euros au premier semestre 2008). L'impact d'un mois supplémentaire de frais financiers sur la dette liée à l'acquisition d'Orascom est compensé par l'effet combiné de la baisse des taux d'intérêt variables sur les tirages sur nos lignes de crédit et de l'augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros, finalisée fin avril 2009, qui nous a permis de réduire notre dette.

Le taux d'intérêt moyen sur la dette brute s'est établi à 5,0% au premier semestre 2009 contre 5,3% au premier semestre 2008.

Les variations de change ont eu un impact négatif négligeable de 5 millions d'euros au premier semestre 2009 (contre un gain de 38 millions d'euros en 2008).

Les autres charges financières sont en augmentation, à 60 millions d'euros, contre 38 millions d'euros au premier semestre 2008, reflétant principalement l'amortissement accéléré d'une partie des frais de syndication sur la ligne de crédit d'acquisition d'Orascom suite au remboursement anticipé des tranches A1 et A2.

Quote-part dans les résultats des entreprises associées **-5 millions € au 30 juin 2009 (1 million € en 2008)**
-6 millions € au deuxième trimestre 2009 (17 millions € en 2008)

La perte nette enregistrée au 30 juin 2009 reflète principalement des pertes de change enregistrées par l'une de nos entreprises associées.

Impôts **135 millions € au 30 juin 2009 (275 millions € en 2008)**
124 millions € au deuxième trimestre 2009 (213 millions € en 2008)

Au premier semestre 2009, le taux effectif d'impôt est resté stable par rapport au premier semestre 2008, à 20%. Sur la période, le taux effectif d'impôt a bénéficié de la baisse de la contribution des activités des marchés matures sur lesquels le taux d'imposition est relativement plus élevé. En 2008, nous avons bénéficié de la faible imposition de la plus-value sur la cession de notre participation dans la joint venture avec Titan en Egypte.

Intérêts minoritaires : **163 millions € au 30 juin 2009 (172 millions € en 2008)**
103 millions € au deuxième trimestre 2009 (103 millions € en 2008)

Les intérêts minoritaires ont légèrement baissé au premier semestre 2009, comparé au premier semestre 2008. L'impact de l'amélioration des résultats en Egypte a en partie compensé l'impact du rachat des participations minoritaires en Roumanie et en Russie mi-2008 et la baisse du résultat d'exploitation dans d'autres pays.

Résultat net part du Groupe ⁽¹⁾ **370 millions € au 30 juin 2009 (911 millions € en 2008)**
387 millions € au deuxième trimestre 2009 (761 millions € en 2008)

Hors effet de la plus-value nette sur la cession de notre participation dans la joint-venture avec Titan en Egypte au deuxième trimestre 2008, et de l'impact des ajustements des provisions 2002 sur le litige Plâtre au deuxième trimestre 2008 et sur le litige ciment Allemagne au second trimestre 2009, le résultat par action s'inscrit en baisse de 57,7 % au premier semestre 2009. La baisse du résultat net sur le semestre reflète à la fois la contraction du résultat d'exploitation causée par la baisse des volumes en Europe et en Amérique du Nord, et la hausse des charges financières.

Résultat par action ⁽²⁾ **1,51 € au 30 juin 2009 (4,13 € en 2008)**
1,45 € au deuxième trimestre 2009 (3,44 € en 2008)

En conformité avec les règles IFRS, les résultats par action ont été retraités pour l'ensemble des périodes présentées, afin de prendre en compte l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription finalisée le 28 avril 2009, sur la base d'un coefficient de 1,151 appliqué au nombre de titres avant l'émission des actions nouvelles. Ce coefficient est égal au rapport entre le cours juste avant le détachement du droit et le TERP (cours théorique hors droit de souscription).

Hors effet de la plus-value nette sur la cession de notre participation dans la joint-venture avec Titan en Egypte au deuxième trimestre 2008, et de l'impact des ajustements des provisions 2002 sur le litige Plâtre au deuxième trimestre 2008 et sur le litige ciment Allemagne au second trimestre 2009, le résultat par action pour le premier semestre 2009 s'inscrit en baisse de 62,0%, reflétant la baisse du résultat d'exploitation, la hausse des charges financières et l'augmentation du nombre de titres à la suite de l'augmentation de capital.

- (1) *Résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère*
(2) *Retraités, pour l'ensemble des périodes présentées, afin de prendre en compte l'augmentation de capital*

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation au premier semestre, ont progressé de 528 millions d'euros, à 1 010 millions d'euros (482 millions d'euros au premier semestre 2008).

La forte amélioration par rapport à l'année dernière reflète nos fortes actions d'optimisation du besoin en fonds de roulement qui ont largement compensé l'effet combiné de la baisse des résultats d'exploitation et de frais financiers plus élevés.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement ressortent à 735 millions d'euros (6 656 millions d'euros au premier semestre 2008).

Dans le cadre de notre programme de réduction de la dette en 2009, l'attention portée à la gestion des investissements de maintien nous a permis de les réduire de 62% sur le semestre, à 135 millions d'euros (353 millions d'euros au premier semestre 2008).

Les investissements de développement interne ont atteint 682 millions d'euros (663 millions d'euros au premier semestre 2008). Ces investissements sont liés principalement à des grands projets dans la branche Ciment tels que l'extension de nos capacités dans l'est de l'Inde, en Chine, au Maroc, en Ouganda et au Nigeria, la reconstruction de la cimenterie d'Aceh en Indonésie et les investissements dans de nouvelles capacités en Syrie et en Arabie Saoudite.

En 2008, les opérations de croissance externe reflétaient essentiellement l'acquisition d'Orascom Cement le 23 janvier.

Les cessions, d'un montant de 179 millions d'euros (321 millions d'euros au premier semestre 2008) sont principalement liées à la cession de nos activités béton et granulats en Suisse, dans la région de Zürich ainsi que de certains actifs de nos activités asphalte, paving et béton en Amérique du Nord, finalisées au second trimestre 2009.

Etat de la situation financière consolidée

Au 30 juin 2009, les fonds propres du Groupe s'élevaient à 15 872 millions (14 635 millions d'euros au 31 décembre 2008) **et l'endettement net à 15 388 millions d'euros** (16 884 millions d'euros au 31 décembre 2008).

L'augmentation des fonds propres reflète essentiellement l'augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros finalisée le 28 Avril ainsi que le résultat de la période (0,5 milliard d'euros), partiellement compensé par l'effet, sans contrepartie de trésorerie, de la conversion en euro des actifs de nos filiales étrangères (-0,2 milliard d'euros) ainsi que par l'impact des dividendes approuvés (-0,5 milliard d'euros).

Par rapport au 31 décembre 2008, la réduction de 1,5 milliard d'euros de la dette nette reflète principalement l'augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros finalisée le 28 avril.

Perspectives pour 2009

Les tendances observées sur nos marchés au deuxième trimestre nous conduisent à actualiser les perspectives de volumes pour l'année 2009. Avec un taux de repli estimé moins important au second semestre qu'au premier, la baisse annuelle des volumes de ciment sur les marchés sur lesquels Lafarge est présent devrait se situer entre -4 et -8% au total, avec des situations très contrastées selon les marchés. La baisse des volumes devrait continuer à peser sur les marges opérationnelles. Les niveaux des prix devraient rester en ligne avec l'inflation des coûts et les coûts d'énergie devraient diminuer durant la seconde moitié de l'année.

Les plans de relance mis en œuvre par les gouvernements et la part importante qu'ils accordent aux projets d'infrastructures auront un impact positif sur nos marchés. Cette année, le Groupe en perçoit déjà certains effets positifs en Chine, mais l'impact de la plupart des autres plans de relance sur le secteur de la construction devrait être notable en 2010. A long terme, l'industrie mondiale du ciment sera soutenue par des tendances de fond telles que l'urbanisation, la croissance démographique et les besoins en infrastructures des pays émergents.

Ce rapport peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, tels que décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet (www.lafarge.com). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Ce document ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Lafarge.

Des informations plus complètes concernant Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), sous la rubrique « Information réglementée »

3. Comptes consolidés

Compte de résultat consolidé

	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2009	2008	2009	2008	2008
<i>(millions d'euros, sauf indications contraires)</i>					
Produits des activités ordinaires	7 991	9 069	4 362	5 069	19 033
Coût des biens vendus	(6 014)	(6 609)	(3 136)	(3 523)	(13 729)
Frais administratifs et commerciaux	(846)	(849)	(430)	(447)	(1 762)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 131	1 611	796	1 099	3 542
Plus- (moins-) values de cession	46	191	40	189	229
Autres produits (charges) d'exploitation	(48)	(55)	(11)	(28)	(409)
Résultat d'exploitation	1 129	1 747	825	1 260	3 362
Charges financières	(589)	(504)	(263)	(268)	(1 157)
Produits financiers	133	114	58	68	216
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(5)	1	(6)	17	(3)
Résultat avant impôts	668	1 358	614	1 077	2 418
Impôts	(135)	(275)	(124)	(213)	(479)
Résultat net de l'ensemble consolidé	533	1 083	490	864	1 939
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	370	911	387	761	1 598
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	163	172	103	103	341
Résultats nets par action (euros) ⁽¹⁾					
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe					
-résultat par action de base	1,51	4,13	1,45	3,44	7,19
-résultat par action dilué	1,50	4,09	1,45	3,41	7,16
Nombre moyen d'actions (milliers) ⁽¹⁾	245 734	220 808	266 951	221 454	222 350

(1) Les périodes comparatives présentées ont été ajustées afin de refléter le fait que l'augmentation de capital réalisée en Avril 2009 a été effectuée avec droit préférentiel de souscription. Cf Note 5

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

(millions d'euros)	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2009	2008	2009	2008	2008
Résultat net de l'ensemble consolidé	533	1 083	490	864	1 939
Actifs financiers disponibles à la vente	215	(217)	176	(192)	(338)
Couverture des flux de trésorerie	15	54	22	36	(53)
Gains et pertes actuariels	(369)	(88)	(285)	(88)	(384)
Ecarts de conversion	(194)	(1 015)	(522)	161	(836)
Impôts sur les autres éléments du résultat global	95	(3)	71	-	126
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	(238)	(1 269)	(538)	(83)	(1 485)
Résultat global de la période	295	(186)	(48)	781	454
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	177	(273)	(81)	682	148
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	118	87	33	99	306

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Actifs financiers disponibles à la vente

La variation des actifs financiers disponibles à la vente correspond essentiellement à la variation de la valeur de marché des titres Cimentos de Portugal (CIMPOR), sur la base du cours de Bourse au 30 juin 2009 qui s'est apprécié par rapport au cours de bourse du 31 décembre 2008. L'écart avec le coût d'acquisition s'élève à -7 millions d'euros au 30 juin 2009 (-176 millions d'euros au 31 mars 2009 et -207 millions d'euros au 31 décembre 2008). Cet écart est considéré comme n'étant ni significatif ni prolongé au 30 juin 2009. Par ailleurs, la valeur intrinsèque estimée par le Groupe est supérieure au coût d'acquisition.

Gains et pertes actuariels

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 369 millions d'euros de perte actuarielle sur le premier semestre 2009 en capitaux propres (perte de 267 millions d'euros nette d'impôts), perte essentiellement relative au régime de retraite à prestations définies au Royaume-Uni. La perte actuarielle liée à ce régime résulte notamment de l'effet de la hausse du taux d'inflation sur l'engagement de retraite.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 30 juin		Au 31 décembre
	2009	2008	2008
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	33 137	31 191	32 928
Goodwill	13 321	14 101	13 374
Immobilisations incorporelles	615	480	614
Immobilisations corporelles	16 880	14 863	16 927
Participations dans des entreprises associées	469	328	563
Autres actifs financiers	1 415	1 196	1 147
Instruments dérivés actifs	64	44	122
Impôts différés actifs	373	179	181
ACTIF COURANT	7 264	8 069	7 680
Stocks et travaux en cours	1 941	2 100	2 195
Clients	2 387	3 109	2 320
Autres débiteurs	1 089	1 356	1 351
Instruments dérivés actifs	101	110	223
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 746	1 394	1 591
TOTAL ACTIF	40 401	39 260	40 608
PASSIF			
Capital	1 141	782	781
Primes	9 580	8 446	8 462
Actions propres	(27)	(58)	(40)
Réserves et résultat consolidés	5 189	4 538	5 225
Autres réserves	(657)	(218)	(613)
Ecart de conversion	(1 054)	(1 034)	(905)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	14 172	12 456	12 910
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 700	1 446	1 725
CAPITAUX PROPRES	15 872	13 902	14 635
PASSIF NON COURANT	18 520	18 895	17 043
Impôts différés passifs	864	850	923
Provision avantages du personnel	1 347	713	943
Provisions	1 002	958	976
Passifs financiers	15 267	16 346	14 149
Instruments dérivés passifs	40	28	52
PASSIF COURANT	6 009	6 463	8 930
Provision avantages du personnel	58	60	67
Provisions	121	164	165
Fournisseurs	1 770	1 760	1 864
Autres créditeurs	1 907	1 761	2 039
Impôts à payer	161	221	176
Passifs financiers	1 935	2 431	4 472
Instruments dérivés passifs	57	66	147
TOTAL PASSIF	40 401	39 260	40 608

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2009	2008	2009	2008	2008
<i>(millions d'euros)</i>					
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat de l'ensemble consolidé	533	1 083	490	864	1 939
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>					
Amortissements des immobilisations	569	505	283	252	1 076
Pertes de valeur des actifs	35	30	33	29	276
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	5	(1)	6	(17)	3
(Plus)- et moins- value de cession	(46)	(191)	(40)	(189)	(229)
(Produits) charges financiers	456	390	205	200	941
Impôts	135	275	124	213	479
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(30)	43	(12)	37	22
Variation du besoin en fond de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	95	(980)	406	(576)	(154)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	1 752	1 154	1 495	813	4 353
Intérêts reçus/payés	(498)	(398)	(207)	(200)	(777)
Impôts sur les bénéfices payés	(244)	(274)	(100)	(118)	(575)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	1 010	482	1 188	495	3 001
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT					
Investissements industriels	(842)	(1 051)	(433)	(617)	(2 886)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées ^{(1) / (3)}	(21)	(5 891)	(13)	(209)	(6 309)
Investissement dans les entreprises associées	(4)	(8)	(2)	(8)	(63)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(17)	(3)	(12)	(3)	(11)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	179	321	163	300	615
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(30)	(24)	(27)	(10)	(117)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(735)	(6 656)	(324)	(547)	(8 771)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT					
Augmentations de capital	1 447	12	1 447	7	12
Part provenant des participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) dans les augmentations / (diminutions) de capital des filiales	-	11	-	11	90
(Acquisitions) cessions en numéraire d'autocontrôle	-	(3)	-	(10)	8
Dividendes versés	-	(784)	-	(784)	(784)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(103)	(73)	(95)	(59)	(267)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	2 671	8 115	2 235	2 633	9 208
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(4 091)	(357)	(3 957)	(73)	(1 094)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	(32)	(691)	(72)	(1 582)	(1 143)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(108)	6 230	(442)	143	6 030

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2009	2008	2009	2008	2008
<i>(millions d'euros)</i>					
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	167	56	422	91	260
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(12)	(91)	(32)	(9)	(98)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 591	1 429	1 356	1 312	1 429
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	1 746	1 394	1 746	1 394	1 591
(1) Dont trésorerie des entreprises acquises	-	283	(236)	47	306
(2) Dont trésorerie des entreprises cédées	37	28	37	28	30
(3) <i>Le prix d'acquisition d'Orascom Cement en 2008 est présenté sur la ligne "acquisition de titres d'entreprises consolidées" net de l'augmentation de capital souscrite par les principaux actionnaires fondateurs d'OCI dans le cadre de cette acquisition (2 492 millions d'euros). En effet, cette émission d'actions est considérée comme une opération sans contrepartie de trésorerie et, à ce titre, n'est pas reflétée sur la ligne "augmentation de capital".</i>					
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	95	(980)	406	(576)	(154)
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	247	(239)	255	(110)	(373)
(Augmentation) diminution des clients	(56)	(577)	(179)	(469)	206
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	286	(69)	327	(59)	(292)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	(147)	(66)	101	10	53
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(235)	(29)	(98)	52	252

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

	Actions en circulation <i>(en nombre d'actions)</i>	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres
			<i>(millions d'euros)</i>								
Solde 1er janvier 2008	172 564 575	657 233	691	6 019	(55)	4 411	36	(104)	10 998	1 079	12 077
<i>Résultat global de la période</i>						911	(254)	(930)	(273)	87	(186)
Dividendes versés						(784)			(784)	(97)	(881)
Augmentation de capital réservée (acquisition d'Orascom Cement)	22 500 000		90	2 402					2 492		2 492
Augmentation de capital (exercice de stock-option)	162 493		1	11					12		12
Paievements fondés sur des actions				14					14		14
Actions propres		42 872			(3)				(3)		(3)
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)									-	377	377
Solde au 30 juin 2008	195 227 068	700 105	782	8 446	(58)	4 538	(218)	(1 034)	12 456	1 446	13 902
Solde 1er janvier 2009	195 236 534	436 793	781	8 462	(40)	5 225	(613)	(905)	12 910	1 725	14 635
<i>Résultat global de la période</i>						370	(44)	(149)	177	118	295
Dividendes versés						(393)			(393)	(110)	(503)
Augmentation de capital (1)	90 109 164		360	1 105					1 465		1 465
Augmentation de capital (exercice de stock-option)									-		-
Paievements fondés sur des actions				13					13		13
Actions propres		(56 645)			13	(13)			-		-
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)									-	(33)	(33)
Solde au 30 juin 2009	285 345 698	380 148	1 141	9 580	(27)	5 189	(657)	(1 054)	14 172	1 700	15 872

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers .

(1) Cf Note 3;1

Notes annexes aux comptes consolidés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est « Lafarge ». La Société a été créée en 1884 sous le nom de « J. et A. Pavin de Lafarge ». Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, 75116 Paris. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe organise ses activités en trois branches : Ciment, Granulats & Béton et Plâtre.

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes « Lafarge S.A. » et « la société mère », utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes « Groupe » ou « Lafarge » font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et de ses filiales consolidées.

Les comptes intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 30 juillet 2009.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 – Principes comptables

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 30 juin 2009 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du groupe Lafarge, pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2009 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2008, à l'exception des points présentés ci-dessous.

Le Groupe a appliqué les normes présentées ci-après qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. L'application de ces normes affecte uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes :

- IAS 1 révisée, Présentation des états financiers. Cette norme introduit la notion de résultat global total qui présente les variations de capitaux propres de la période, autres que celles résultant de transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Le Groupe a choisi de présenter l'état du résultat global en deux états (compte de résultat consolidé et état du résultat global consolidé). Le Groupe a également choisi de nommer les états en utilisant les titres tels que présentés dans la norme.
- IFRS 8, Secteurs opérationnels. Cette norme remplace la norme IAS 14, Information sectorielle. Cette norme introduit « l'approche de la direction » pour établir l'information sectorielle. Cette norme requiert une modification de la présentation et de la note relative à l'information sectorielle qui est basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources. Les secteurs déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont similaires aux segments d'activité primaires définis lors de l'application de la norme IAS 14. Les informations à fournir en application de la norme IFRS 8, y compris les informations comparatives révisées compte tenu des dispositions d'application d'IFRS 8, sont communiquées en Note 4.

L'adoption par l'Union Européenne des normes et interprétations suivantes est sans impact sur les états financiers du Groupe :

- IAS 23 révisée, Coûts d'emprunts
- IFRS 2 révisée, Paiement fondé sur des actions : conditions d'acquisition des droits et annulations
- IAS 32 et IAS 1 révisées, Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation
- IFRS 1 et IAS 27 révisées, Eléments relatifs à la détermination du coût d'une participation dans les états financiers individuels
- IFRIC 13, Programme de fidélisation clients
- IFRIC 14 : IAS 19 – Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction
- Améliorations des normes IFRS sauf pour IFRS 5 applicable au 1^{er} juillet 2009

Les principes appliqués ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des interprétations suivantes endossées par l'Union Européenne sont sans incidence sur les comptes du Groupe :

- IFRIC12, Concessions de service, obligatoire aux exercices ouverts au 30 mars 2009
- IFRIC 16, Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger, obligatoire aux exercices ouverts au 30 juin 2009.

Les normes et interprétations, présentées ci-après, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2009 dès lors qu'elles auront été approuvées par l'Union Européenne seront sans incidence sur les comptes consolidés du Groupe:

- IFRIC 9 et IAS 39 versions révisées, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – Dérivés incorporés
- IFRS 7 révisée, Améliorations des informations à donner sur les instruments financiers
- IFRIC 15, Accords pour la construction d'un bien immobilier

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2009.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt de la période hors éléments exceptionnels significatifs. L'estimation de ce taux effectif annuel intègre notamment l'effet attendu des opérations d'optimisation fiscale. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique des plus-values).
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année.

Par ailleurs, dans le cadre du contexte actuel de crise économique et financière, le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2009 des indices de perte de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie. Cette revue n'a pas mis en évidence de situation de perte de valeur au 30 juin 2009.

2.2 – Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Principales opérations de la période

3.1 – Augmentation de capital

Lafarge a procédé à une augmentation de capital de 1,5 milliards d'euros avec maintien du droit préférentiel de souscription. 90 109 164 actions nouvelles au prix unitaire de 16,65 euros (soit un nominal de 4,00 euros et une prime d'émission de 12,65 euros), à raison de 6 actions nouvelles pour 13 existantes, ont été offertes.

Le prix de souscription fixé correspond à une décote de 46,2% par rapport au cours de clôture de l'action Lafarge au 30 mars 2009 corrigé du dividende proposé de 2,00 euros par action au titre de l'exercice 2008, auquel les actions nouvelles n'ouvrent pas droit. Cette même décote ressort à 37% sur la base du cours théorique ex-droits également ajusté du dividende proposé au titre de l'exercice 2008.

Le produit brut de l'émission s'élève à 1 500 millions d'euros, dont 1 140 millions d'euros de prime d'émission. Les frais associés ont été imputés sur la prime d'émission pour leur montant net d'effet d'impôt, soit 35 millions d'euros. Le règlement-livraison ainsi que la cotation des actions nouvelles ont eu lieu le 28 avril 2009.

L'encaissement le 28 avril 2009 du produit net de l'augmentation de capital a été affecté au remboursement de la ligne de crédit mise en place en décembre 2007 pour l'acquisition d'Orascom Cement (cf. Note 6).

3.2 – Emissions obligataires

Au cours des mois de mai et juin 2009, Lafarge a procédé à quatre émissions obligataires pour un montant global équivalent à près de 2,4 milliards d'euros (Note 6).

3.3 – Désinvestissements

Le Groupe a cédé ses opérations Béton et Granulats dans la région de Zürich, en Suisse, au groupe Eberhard, ainsi que des actifs de ses activités Asphalte, Paving et Béton en Amérique du Nord. L'incidence de ces cessions au 30 juin 2009 est de 140 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, sur le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs » et de 38 millions d'euros au titre de la plus-value nette de cession.

3.4 – Litige Allemagne - Ciment

Dans le cadre du litige ciment en Allemagne datant de 2002, et suite à la décision de la Cour de Düsseldorf en date du 26 juin 2009 de réduire significativement le montant de l'amende, la provision qui avait été constituée au titre de ce litige a été reprise pour un montant de 43 millions d'euros (Note 8).

Note 4. Information par secteur

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de trois secteurs (les branches Ciment, Granulats et Béton, Plâtre) gérés séparément, ayant chacun leurs propres besoins en capitaux et leur propre stratégie marketing. Chaque secteur exploite, fabrique et vend des produits spécifiques.

- La branche Ciment produit et vend une large gamme de ciments et de liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction.
- La branche Granulats et Béton produit et vend des granulats, du béton prêt à l'emploi, des produits dérivés du béton, et, pour l'activité de revêtement routier, d'autres produits et services.
- La branche Plâtre produit et vend principalement des doublages et habillages muraux pour les secteurs de la construction à usage commercial et d'habitation.

Le Groupe comprend également des activités résiduelles et des holdings regroupées dans le secteur « Autres ». Ce secteur inclut également en 2008 les résultats des mises en équivalence liés à notre participation dans Monier (activité toiture).

La direction évalue la performance des secteurs sur la base:

- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructurations et autres, et de la quote-part dans le résultat des entreprises associées et,
- des capitaux investis (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement).

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différents secteurs sont identiques à ceux présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2008.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés au prix du marché.

(a) Information par secteur

30 juin 2009 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	5 145	2 481	696	6	8 328
Moins : inter-branche	(324)	(2)	(11)	-	(337)
Produits des activités ordinaires	4 821	2 479	685	6	7 991
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 090	31	32	(22)	1 131
Plus- (moins-) values de cession	4	37	5	-	46
Autres produits (charges) d'exploitation	(20)	(19)	(4)	(5)	(48)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(32)</i>	<i>(2)</i>	<i>(1)</i>	-	<i>(35)</i>
Résultat d'exploitation	1 074	49	33	(27)	1 129
Charges financières					(589)
Produits financiers					133
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(8)	-	3	-	(5)
Impôts					(135)
Résultat net de l'ensemble consolidé					533
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(372)	(130)	(41)	(26)	(569)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	40	13	7	(57)	3
Investissements industriels	652	135	34	21	842
Capitaux investis	25 300	5 446	1 509	609	32 864
Bilan					
Actifs sectoriels	28 861	6 783	1 881	2 338	39 863
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>311</i>	<i>17</i>	<i>125</i>	<i>16</i>	<i>469</i>
Actifs non alloués ^(a)					538
Total actif					40 401
Passifs sectoriels	2 376	1 190	406	2 394	6 366
Passifs non alloués ^(b)					34 035
Total passif					40 401

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

30 juin 2008 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	5 730	2 933	801	18	9 482
Moins : inter-branche	(396)	(3)	(13)	(1)	(413)
Produits des activités ordinaires	5 334	2 930	788	17	9 069
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 380	237	31	(37)	1 611
Plus- (moins-) values de cession	186	1	-	4	191
Autres produits (charges) d'exploitation	(25)	10	(4)	(36)	(55)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(29)</i>	<i>(1)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(30)</i>
Résultat d'exploitation	1 541	248	27	(69)	1 747
Charges financières					(504)
Produits financiers					114
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	7	7	8	(21)	1
Impôts					(275)
Résultat net de l'ensemble consolidé					1 083
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(327)	(121)	(39)	(18)	(505)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(10)	3	(4)	(12)	(23)
Investissements industriels	740	224	59	28	1 051
Capitaux investis	24 471	5 297	1 539	1 288	32 595
Bilan					
Actifs sectoriels	28 023	6 748	1 902	1 907	38 580
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>124</i>	<i>61</i>	<i>114</i>	<i>29</i>	<i>328</i>
Actifs non alloués ^(a)					680
Total actif					39 260
Passifs sectoriels	2 632	1 208	375	1 422	5 637
Passifs non alloués ^(b)					33 623
Total passif					39 260

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

31 décembre 2008 <i>(millions d'euros)</i>	Ciment	Granulats & Béton	Plâtre	Autres	Total
Compte de résultat					
Produits des activités ordinaires	11 720	6 580	1 546	29	19 875
Moins : inter-branche	(809)	(7)	(25)	(1)	(842)
Produits des activités ordinaires	10 911	6 573	1 521	28	19 033
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	2 964	623	36	(81)	3 542
Plus- (moins-) values de cession	228	(3)	-	4	229
Autres produits (charges) d'exploitation	(294)	(70)	(9)	(36)	(409)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(221)</i>	<i>(52)</i>	<i>(3)</i>	<i>-</i>	<i>(276)</i>
Résultat d'exploitation	2 898	550	27	(113)	3 362
Charges financières					(1 157)
Produits financiers					216
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	15	4	13	(35)	(3)
Impôts					(479)
Résultat net de l'ensemble consolidé					1 939
Autres informations					
Dotation aux amortissements des immobilisations	(700)	(260)	(80)	(36)	(1 076)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	10		(3)	(44)	(37)
Investissements industriels	2 109	556	144	77	2 886
Capitaux investis	25 547	5 503	1 484	731	33 265
Bilan					
Actifs sectoriels	28 748	6 995	1 866	2 473	40 082
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>359</i>	<i>21</i>	<i>119</i>	<i>64</i>	<i>563</i>
Actifs non alloués ^(a)					526
Total actif					40 608
Passifs sectoriels	2 601	1 273	398	1 958	6 230
Passifs non alloués ^(b)					34 378
Total passif					40 608

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

(b) Autre information : information par zone géographique

Pour les besoins de la présentation de l'information par secteur géographique, les produits sectoriels (produits des activités ordinaires) sont déterminés sur la base de la localisation géographique des clients. Les actifs non-courants sont affectés aux secteurs selon leur implantation géographique.

Les actifs non-courants regroupent les goodwill, les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les participations dans des entreprises associées. Ils incluent l'allocation provisoire par région du prix d'acquisition d'Orascom Cement à chaque fin de période.

	30 juin 2009		30 juin 2008		31 décembre 2008	
	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants
<i>(millions d'euros)</i>						
Europe occidentale	2 390	7 540	3 207	7 806	6 021	7 478
<i>dont :</i>						
France	1 228	2 679	1 445	2 078	2 721	2 641
Espagne	205	1 187	383	1 406	671	1 183
Royaume-Uni	413	1 685	653	2 042	1 191	1 529
Amérique du Nord	1 363	5 836	1 764	5 399	4 270	5 964
<i>dont :</i>						
Etats-Unis	795	4 787	991	4 312	2 215	4 876
Canada	568	1 049	773	1 087	2 055	1 088
Moyen Orient	891	6 032	630	4 854	1 611	6 197
<i>dont :</i>						
Egypte	383	2 726	239	2 052	504	2 744
Europe centrale et de l'est	489	1 802	853	1 786	1 761	1 920
Amérique latine	418	1 037	483	1 057	968	1 030
Afrique	1 257	5 567	1 164	5 677	2 373	5 325
<i>dont :</i>						
Algérie	243	3 503	164	3 640	361	3 602
Asie	1 183	3 471	968	3 193	2 029	3 564
Total	7 991	31 285	9 069	29 772	19 033	31 478

(c) Clients importants

Le Groupe n'a pas de dépendance à l'égard de clients externes.

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 30 juin 2009 et 2008, et pour le 31 décembre 2008 est présenté ci-dessous :

	6 mois		31 décembre
	2009	2008	2008
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	370	911	1 598
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	245 734	220 808	222 350
Effet dilutif des stock-options	147	1 724	846
Nombre moyen d'actions - dilué	245 881	222 532	223 196
Résultat par action (euros)	1,51	4,13	7,19
Résultat dilué par action (euros)	1,50	4,09	7,16

Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens d'actions en circulation relatifs aux périodes 2009 et aux comparatives présentées ont été ajustés afin de refléter le fait que l'augmentation de capital du Groupe, réalisée le 28 avril 2009 (cf. Note 3), ait été effectuée sous la forme d'une augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription à un cours inférieur au cours du marché. Les nombres moyens d'actions utilisés pour déterminer les résultats de base et dilué par actions, présentés dans le tableau ci-dessus, ont ainsi été ajustés du rapport entre le dernier cours de bourse de l'action Lafarge avant détachement du droit préférentiel de souscription, soit 31,91 euros, et ce cours après détachement du droit de 4,19 euros, soit 27,72 euros. Ce rapport a été appliqué jusqu'à la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	15 188	16 195	14 003
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	79	151	146
Passifs financiers, part à plus d'un an	15 267	16 346	14 149
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	1 718	2 068	4 278
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	217	363	194
Passifs financiers, part à moins d'un an	1 935	2 431	4 472
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	16 906	18 263	18 281
Total options de vente octroyées aux minoritaires	296	514	340
Total passifs financiers	17 202	18 777	18 621

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

<i>(millions d'euros)</i>	30 juin		31 décembre
	2009	2008	2008
A plus de cinq ans	5 772	5 241	4 571
A plus d'un an et moins de cinq ans	9 416	10 954	9 432
Part à plus d'un an	15 188	16 195	14 003
A plus de six mois et moins d'un an	440	339	3 471
A moins de six mois	1 278	1 729	807
Total	16 906	18 263	18 281

Au 30 juin 2009, 755 millions d'euros de passifs financiers à moins d'un an (essentiellement des billets de trésorerie et des financements court terme) ont été classés en passifs financiers à plus d'un an par adossement à des lignes de crédit confirmées, le Groupe ayant la capacité de les refinancer à moyen et long terme.

Ces passifs financiers à moins d'un an, que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme, sont classés au bilan en passif non courant dans la rubrique « Passifs financiers ». La variation nette de ces passifs est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en « augmentation des passifs financiers à plus d'un an » si elle est positive et en « remboursements des passifs financiers à plus d'un an » si elle est négative. La variation nette de ces passifs est de -1 270 millions d'euros au 30 juin 2009 (+880 millions d'euros au 30 juin 2008 et +831 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Taux d'intérêt moyen instantané

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 30 juin 2009 à 5,2% (5,4% au 30 juin 2008, 5,7% au 31 décembre 2008).

Evènements récents

Au cours du deuxième trimestre 2009, l'encaissement du produit net de l'augmentation de capital le 28 avril 2009 (cf. Note 3) ainsi que diverses opérations de refinancement sur le marché obligataire en mai et juin (voir détails ci-dessous) ont permis de rembourser le solde de la tranche A1 ainsi que la totalité de la tranche A2 de la ligne de crédit contractée en décembre 2007 pour le financement de l'acquisition d'Orascom Cement. Le remboursement complet de ces deux tranches a par conséquent fait disparaître le covenant financier qui y était associé.

Au cours des mois de mai et juin 2009, Lafarge a procédé à quatre émissions obligataires pour un montant global équivalent à près de 2,4 milliards d'euros :

- Trois émissions publiques dans le cadre de son programme EMTN :
 - 1 milliard d'euros d'une durée de 5 ans portant un coupon de 7,625% (règlement le 27 mai)
 - 350 millions de livres sterling d'une durée de 8 ans portant un coupon de 8,75% (règlement le 29 mai)
 - 750 millions d'euros d'une durée de 7 ans et 5 mois portant un coupon de 7,625% (règlement le 24 juin)
- Un placement privé :
 - 250 millions d'euros d'une durée de 8 ans (règlement le 29 juin)

Une fois les tranches A1 et A2 de la ligne d'acquisition remboursées, le produit net résiduel de ces émissions a permis de rembourser le tirage de 1 500 millions d'euros effectué sur la ligne de crédit syndiquée de 1 825 millions d'euros dont la maturité finale est juillet 2012.

Programme de cession de créances (titrisation)

En janvier 2000, le Groupe a conclu en France un programme pluriannuel de cession de créances commerciales, sans recours, sous forme de titrisation. Le programme a été reconduit en 2005 pour une période de 5 ans.

Dans le cadre de ce programme, certaines filiales françaises ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les filiales ne conservent pas le contrôle sur les créances cédées et il n'existe aucun droit ou obligation de racheter les créances cédées. Dans ces contrats, l'acheteur des créances, pour assurer son risque, ne finance qu'une partie des créances qui lui sont cédées, comme usuellement pratiqué dans le cadre de transactions commerciales similaires. Ainsi, les risques et avantages ne pouvant être considérés comme intégralement transférés, les créances clients ne peuvent pas être déconsolidées et ces opérations sont traitées comme un financement sécurisé.

Le poste " Clients " comprend donc un encours de créances cédées pour un montant de 265 millions d'euros au 30 juin 2009 (265 millions d'euros au 30 juin 2008 et 261 millions d'euros au 31 décembre 2008).

La part à moins d'un an des passifs financiers comprend 230 millions d'euros au titre de ces programmes au 30 juin 2009 (230 millions d'euros au 30 juin 2008 et 227 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Les programmes font l'objet de dépôts subordonnés s'élevant à 35 millions d'euros au 30 juin 2009 (35 millions d'euros au 30 juin 2008 et 34 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Le Groupe ne détient pas de titres des véhicules de titrisation.

Options de vente octroyées aux minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 339 millions d'euros en valeur 30 juin 2009 (398 millions d'euros au 31 décembre 2008).

En 2009 et 2010, une partie de ces options est exerçable pour un montant, en valeur 30 juin 2009, de 260 millions d'euros. Le solde, soit 79 millions d'euros, est exerçable à partir de 2013.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 296 millions d'euros au 30 juin 2009 et 340 millions d'euros au 31 décembre 2008, les autres options étant octroyées à des actionnaires d'entreprises associées ou de coentreprises.

Le traitement retenu a pour effet de constater cette dette en contrepartie d'une réduction des intérêts minoritaires et de la constatation d'un goodwill pour tout écart entre la valeur des minoritaires et la valeur de la dette (respectivement 182 millions d'euros au 30 juin 2009 et 232 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Note 7. Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action voté en 2009 au titre de l'exercice 2008 ainsi que celui voté en 2008 au titre de l'exercice 2007.

<i>(en euros, sauf indication contraire)</i>	2008 voté en 2009	2007 voté en 2008
Dividende total (en millions d'euros)	393	784
Dividende par action	2,00	4,00
Dividende majoré par action	2,20	4,40

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être raisonnablement estimé. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Europe – Plâtre: Le 8 juillet 2008, le tribunal de première instance à Luxembourg a confirmé la décision de la Commission européenne imposant à Lafarge une amende de 249,6 millions d'euros pour avoir participé avec ses concurrents, entre 1992 et 1998, à des répartitions de marché ainsi qu'à des concertations sur les prix de la plaque de plâtre, essentiellement au Royaume-Uni et en Allemagne. Lafarge a déposé un pourvoi devant la Cour de Justice des Communautés européennes. La décision sur ce pourvoi ne devrait pas intervenir avant 2010.

Allemagne – Ciment : A la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de prétendues pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Par ailleurs, le 15 août 2007 Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent.

La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel a finalement été rendue le 26 juin 2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende de 86 à 24 millions d'euros. D'ici à sa notification officielle, Lafarge Zement évaluera les suites qu'il entend donner à cette décision. La recevabilité au fond d'actions de groupe introduites par des tiers en vue d'obtenir des dommages-intérêts peut dépendre de l'issue de cette procédure.

En conséquence, la provision globale au titre des deux litiges au niveau européen et allemands décrits ci-dessus s'élève à 275 millions d'euros au 30 juin 2009 contre 320 millions d'euros au 31 décembre 2008. Des provisions supplémentaires ont été comptabilisées dans les comptes clos de chaque année depuis 2003 au titre des intérêts courus sur une partie de ces sommes, pour un montant total de 77 millions d'euros au 30 juin 2009.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

- En Novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections chez plusieurs cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade préliminaire de l'enquête, pour laquelle aucun délai strict n'est prévu.
- En Grèce, des enquêtes ont été ouvertes par les autorités de la concurrence à l'encontre de l'industrie cimentière en 2007. Le niveau de risque ne peut être apprécié à ce stade d'avancement.

Etats-Unis – Ouragan Katrina : Fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'Etat de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. ainsi que d'autres défendeurs, dont le gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane, du fait d'une barge qui aurait provoqué la rupture de la digue du Industrial Canal à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le gouvernement des Etats-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (« class action »). En conséquence et à ce stade, seules des actions individuelles peuvent intervenir et le premier procès impliquant un petit groupe de plaignants ne devrait pas intervenir avant le deuxième trimestre 2010.

De plus, en relation avec ce litige, l'une des compagnies d'assurance de Lafarge North America Inc., la American Steamship Owners Mutual P&I Association, a saisi le Tribunal fédéral de l'Etat de New York (United States District Court for the Southern District of New York) afin d'obtenir un jugement sur le fait que ces demandes ne sont pas couvertes par leur police d'assurance. Lafarge North America Inc a fait appel d'une décision disposant que ce sinistre n'entraîne pas dans le champ d'application de leur police d'assurance. Enfin, deux autres actions ont été introduites par d'autres assureurs de Lafarge North America Inc. auprès du même tribunal afin d'obtenir un jugement sur le fait qu'ils ne sont pas tenus d'indemniser notre filiale pour ces demandes et coûts liées. Le jugement rendu par le tribunal sur ces actions est largement en faveur de notre filiale. Ces trois actions des assureurs sont maintenant regroupées pour audience devant la Cour d'Appel des Etats-Unis.

Notre filiale Lafarge North America Inc oppose une défense vigoureuse à ces actions. Lafarge North America Inc estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur sa situation financière.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Engagements hors bilan

Les procédures mises en place par le Groupe permettent de recenser l'ensemble des principaux engagements du Groupe et de ne pas omettre d'engagements significatifs.

(a) Hypothèques, nantissements et autres garanties données

Les nantissements de titres et d'actifs, les hypothèques et les cautions et garanties données représentent les montants suivants:

<i>(millions d'euros)</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
Nantissement de titres et d'actifs	640	287
Hypothèques	335	367
Cautions et autres garanties données	190	195
Total	1 165	849

Le Groupe a été amené à accorder des garanties de passifs à l'occasion de cessions d'actifs, pour lesquelles le risque est jugé mineur. Le montant maximum des garanties accordées ayant fait l'objet d'un plafonnement et qui sont toujours en vigueur au 30 juin 2009 s'élève à 393 millions d'euros (335 millions d'euros à fin décembre 2008).

Suite à l'acquisition en 2008 d'Orascom Cement et de L&T en Inde, le Groupe a reçu des garanties de passifs pour des montants maximum respectifs de 2 240 millions et 116 millions d'euros. Par ailleurs, le Groupe a reçu une garantie de passif illimitée en montant dans le cadre de l'acquisition de 50% de Grupo GLA des anciens partenaires d'Orascom Cement.

(b) Obligations contractuelles

Le montant des obligations contractuelles est présenté ci-dessous :

(millions d'euros)	Paiements dus par période				
	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	30 juin 2009	31 décembre 2008
Passifs financiers ⁽¹⁾	1 718	9 416	5 772	16 906	18 281
<i>dont Obligations en matière de location financement</i>	10	37	17	64	67
Paiements d'intérêts prévus ⁽²⁾	792	2 556	1 544	4 892	4 588
Paiements nets prévus dans le cadre des swaps de taux d'intérêts ⁽³⁾	9	24		33	30
Locations d'exploitation	198	437	238	873	920
Engagements d'investissements industriels et autres engagements d'achat	883	1 027	192	2 102	2 297
Autres engagements	188	194	29	411	444
Total	3 788	13 654	7 775	25 217	26 560

(1) Les passifs financiers sont présentés hors options de vente octroyées aux minoritaires (voir Note 6)

(2) Les paiements d'intérêts prévus sont déterminés sur la base des taux en vigueur au 30 juin et sont calculés hors intérêts sur billets de trésorerie dont les taux sont précomptés. Les paiements d'intérêts prévus incluent les paiements d'intérêts sur les instruments dérivés de change.

(3) Les paiements d'intérêts prévus pour la jambe variable des swaps sont calculés sur la base des taux en vigueur au 30 juin

Le Groupe loue des terrains, carrières, constructions et équipements en location d'exploitation. La charge locative s'élève à 100 millions d'euros pour la période arrêtée au 30 juin 2009 et 229 millions d'euros pour la période arrêtée au 31 décembre 2008.

Les appels de cotisation et les prestations à verser dans le futur au titre des régimes de retraite et autres avantages post emploi ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus, dans la mesure où les flux de trésorerie afférents sont incertains. Pour plus d'information sur ces éléments, se reporter au montant indiqué comme part à moins d'un an des provisions avantages du personnel indiquée dans le bilan, et en note 23 des comptes consolidés du Document de Référence 2008.

(c) Autres engagements financiers

Le montant des autres engagements financiers est présenté ci-dessous :

(millions d'euros)	30 juin 2009	31 décembre 2008
Engagements reçus		
Lignes de crédit confirmées	3 111	2 055
Engagements donnés		
Obligations de rachat d'intérêt dans des entreprises associées et des co-entreprises	43	58

Note 10. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2008.

Note 11. Evénements postérieurs à la clôture

Le Groupe a annoncé le 28 juillet 2009 la cession de ses actifs Ciment et Granulats & Béton au Chili au groupe péruvien Brescia, pour une valeur d'entreprise de 555 millions de dollar US. Lafarge détient 84% de ces actifs. Lafarge est présent au Chili dans les activités Ciment et Granulats & Béton à travers deux sociétés, Lafarge Chile SA et Inmobiliaria San Patricio, qui sont deux sociétés cotées à la bourse de Santiago. La cession par Lafarge de sa participation dans ces sociétés deviendra effective le 31 août au plus tard, après le lancement de l'offre publique de rachat des minoritaires par l'acheteur pour Lafarge Chile SA.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de désinvestissement d'1 milliard d'euros en 2009 annoncé par le Groupe.

Attestation des responsables du rapport financier semestriel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Lafarge et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 30 juillet 2009,

Jean-Jacques Gauthier
Directeur général adjoint Groupe Finance

Bruno Lafont
Président-Directeur Général

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lafarge, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis par un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1 «Principes comptables » des notes annexes aux comptes semestriels consolidés condensés qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1er janvier 2009, de nouvelles normes et interprétations.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 juillet 2009

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG

Audit

Arnaud de Planta
Perroux

Jean-Paul Picard

Christian Mouillon

Alain